3^o — ceux qui auront contrevenu aux dispositions des décrets pris en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi.

ART. 10. — Les peines portées aux articles 7, 8 et 9 peuvent être élevées au double en cas de récidive.

ART. 11. — Les délinquants peuvent, en outre, être privés du droit de participer aux élections à la chambre de commerce pendant un temps qui n'excèdera pas dix ans.

Le tribunal peut en outre ordonner que le jugement sera affiché dans les lieux qu'il détermine, et inséré intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désigne, le tout aux frais du condamné.

ART. 12. — La confiscation des produits dont la marque serait reconnue contraire aux dispositions des articles 7 et 8 peut, même en cas d'acquiescement, être prononcée par le tribunal, ainsi que celle des instruments et ustensiles ayant spécialement servi à commettre le délit.

Le tribunal peut même ordonner que les produits confisqués soient remis au propriétaire de la marque contrefaite ou frauduleusement apposée ou imitée, indépendamment des plus amples dommages-intérêts s'il y a lieu.

Il prescrit, dans tous les cas, la destruction des marques reconnues contraires aux dispositions des articles 7 et 8.

ART. 13. — Dans le cas prévu par les deux premiers paragraphes de l'article 9, le tribunal prescrit toujours que les marques déclarées obligatoires soient apposées sur les produits qui y sont assujettis.

Le tribunal peut prononcer la confiscation des produits si le prévenu a encouru, dans les cinq années antérieures, une condamnation pour un des délits prévus par les deux premiers paragraphes de l'article 9.

TITRE IV

Juridictions

ART. 14. — Les actions civiles relatives aux marques sont portées devant les tribunaux civils et jugées comme matières sommaires. En cas d'action intentée par voie correctionnelle, si le prévenu soulève pour sa défense des questions relatives à la propriété de la marque, le tribunal de police correctionnelle statue sur l'exception.

ART. 15. — Le propriétaire d'une marque peut faire procéder par tous huissiers à la description détaillée, avec ou sans saisie, des produits qu'il prétend marqués à son préjudice en contravention aux dispositions de la présente loi, en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de droit moderne de pre-

mière instance de Lomé ou du juge de la section détachée dont le ressort comprend le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir.

L'ordonnance est rendue sur simple requête et sur la présentation du procès-verbal constatant le dépôt de la marque. Elle contient, s'il y a lieu, la nomination d'un expert, pour aider l'huissier dans sa description.

Lorsque la saisie est requise, le juge peut exiger du requérant un cautionnement qu'il est tenu de consigner avant de faire procéder à la saisie.

Il est laissé copie aux détenteurs des objets décrits ou saisis, de l'ordonnance ou de l'acte constatant le dépôt de cautionnement, le cas échéant, le tout à peine de nullité et de dommages-intérêts contre l'huissier.

ART. 16. — A défaut par le requérant de s'être pourvu soit par la voie civile, soit par la voie correctionnelle, dans le délai de quinzaine, la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent être réclamés, s'il y a lieu.

TITRE V

Dispositions générales ou transitoires

ART. 17. — Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture.

ART. 18. — Tout dépôt de marques opéré au greffe du tribunal de commerce antérieurement à la présente loi, aura effet pour dix années à dater de la promulgation de la dite loi.

ART. 19. — Un décret pris en conseil des Ministres déterminera les formalités à remplir pour le dépôt et la publicité des marques, et toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la loi.

ART. 20. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1961

S. E. OLYMPIO.

LOI No 61-39 du 28 décembre 1961 portant création d'un nouveau timbre spécial pour connaissance de 250 francs.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le timbre de connaissance de 64 francs est remplacé à partir du 1^{er} janvier 1962, par un nouveau timbre de 250 francs.

ART. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1961

S. E. OLYMPIO.

LOI N° 61-40 du 28 décembre 1961 portant modification de l'article 79 de la loi du 12 juin 1961 sur l'organisation judiciaire.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgué la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 79 de la loi du 12 juin 1961 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

« Art. 79. — Le procureur général près la cour d'appel exerce la discipline des officiers ministériels dans les conditions prévues par leur statut. »

ART. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1961

S. E. OLYMPIO.

LOI N° 61-41 du 28 décembre 1961 prévoyant certaines dispositions intéressant les ressources du budget 1962.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La réglementation des impôts sur les revenus, telle qu'elle est définie par l'arrêté du 16 octobre 1941 et textes subséquents est modifiée comme suit :

« Art. 6. — Il est ajouté au parag. 1 de l'article 6 le deuxième alinéa ci-après :

« Pour les sociétés exerçant leur activité dans plusieurs territoires, la déduction des frais de siège ou frais généraux répartis pourra, à compter des exercices clos en 1961, être limitée à un pourcentage des affaires réalisées au Togo, dans des conditions qui seront fixées par arrêté du Ministre des finances ».

« Art. 12. (nouveau) — Le déficit d'un exercice est considéré comme une charge des exercices suivants jusqu'au troisième inclusivement.

Cette disposition nouvelle est applicable rétroactivement, pour le calcul des impositions établies au titre des années antérieures, non couvertes par la prescription.

« Art. 49. — Il est ajouté à cet article le dernier alinéa ci-après. Parag. 10. — Les redevables visés

au parag. 1, qui auront pendant 4 ans, réalisé un bénéfice annuel moyen supérieur à 1.000.000, sans réinvestir au Togo un minimum de 10% du total des bénéfices de ladite période, seront passibles sur cette partie non réinvestie, d'une surtaxe égale à 50% de l'impôt cédulaire normalement exigible.

Cette majoration sera mise en recouvrement pour la première fois en 1963 pour la période de quatre années se terminant au 31 décembre 1962.

« Art. 100. (nouveau) — Les impôts établis par voie de rôles nominatifs selon l'article 98 ci-dessus, sont exigibles en totalité dans les deux mois de la mise en recouvrement pour les rôles émis avant le 1^{er} octobre... »

(Le reste de l'article sans changement).

ART. 2. — La présente loi dont les dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1962, sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 28 décembre 1961

S. E. OLYMPIO.

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT

DECRET N° 61-112 du 22 décembre 1961 portant statut particulier du corps du personnel de l'administration générale.

Le Président de la République,

Vu la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 61-61 du 21 juillet 1961 pris en application de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise;

Vu le décret n° 61-62 du 21 juillet 1961 instituant les diverses catégories hiérarchiques de la Fonction publique togolaise, leur organisation en grades ainsi que leur échelonnement indiciaire;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et du Ministre des Finances et des Affaires économiques;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article Premier. — A compter du 1^{er} janvier 1962, il est institué un corps interministériel du personnel de l'administration générale.

Le statut particulier prévu à l'article 21 de la loi n° 58-66 du 1^{er} décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise applicable